

AMÉRIQUE CENTRALE : LA CRISE DE TROP

- [Bernard Duterme](#)
- 20 novembre 2020
- Pays : [Guatemala](#) [Honduras](#) [Nicaragua](#) [Salvador](#) [Costa Rica](#)

7

Les nouvelles de l'Amérique centrale sont mauvaises. Tandis que deux énièmes ouragans dévastateurs, boostés par le réchauffement des océans, viennent de frapper l'isthme coup sur coup, la pandémie de coronavirus exacerbe, c'est peu dire, les profondes crises qui le déchirent. Crises économique, politique, sociale, environnementale... et, par voie de conséquence, crise migratoire : nombreux sont les Centro-Américain.es qui rêvent en effet d'échapper à leur condition, caractérisée par des niveaux de précarité et des taux de violence parmi les pires au monde. Mais sur les périlleuses routes de l'exil, les émigrants trouvent porte fermée aux États-Unis de l'ineffable Trump, lorsqu'ils ne sont pas refoulés aujourd'hui dès le Mexique ou le Guatemala.

À peu de différences près, la plupart des États centro-américains – surtout à partir du Nicaragua vers le Nord –, affaiblis par des décennies d'« ajustements structurels », restent aux mains de gouvernements issus d'élections biaisées par nature. Forts de leurs collusions avec tout ou partie des oligarchies nationales, souvent huilés par la corruption et guidés par les intérêts de leurs propres familles, ils ont en réalité peu d'autres choix que de perpétuer un modèle de développement dérégulé, prédateur et inégalitaire, qui fait la part belle aux investisseurs extérieurs. Dépendance consolidée donc vis-à-vis des grandes puissances – États-Unis en tête –, dans une position d'alimentation du marché international en matières premières et en textiles, et de commercialisation en interne de biens de consommation fabriqués ailleurs.

Les dérives autoritaires et répressives – policières et militaires, voire paramilitaires – particulièrement à l'œuvre au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala à l'encontre de toute dynamique de contestation ou à la faveur des politiques de confinement... aggravent encore le panorama. Trois collaborateurs extérieurs du CETRI – le Salvadorien **Rudis Yilmar Flores**, professeur à l'Université du Salvador et directeur de la revue *Conjeturas Sociológicas*, la Costaricaine **Sindy Mora Solano**, professeure à l'Université du Costa Rica et membre de l'Observatoire social de l'Amérique latine, et le Nicaraguayen **José Luis Rocha**, professeur à l'Université centro-américaine et collaborateur de la revue *Envío* – explicitent et détaillent ces sombres tendances dans leurs réponses aux questions que nous leur avons posées sur la situation actuelle.

LA PANDÉMIE EMPIRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS...

« En Amérique centrale, les effets de la pandémie éclatent en raison précisément de la situation de pauvreté, d'inégalité et de violence structurelle qui caractérise historiquement la région », entame Sindy Mora. « Si le Costa Rica dispose encore d'une forme d'État social qui peut compenser (très) partiellement les conséquences de la crise sanitaire, dans les autres pays ce n'est pas le cas ». « Ils sont minés par la violence, la criminalité des gangs et du narcotraffic, la corruption, des systèmes de santé défaillants, peu d'accès à l'éducation et des emplois précaires », poursuit Rudis Yilmar Flores. « La pandémie a empiré les problèmes sociaux. Des gens sortent en rue avec des drapeaux blancs pour réclamer de la nourriture. Les taux de pertes d'emploi sont alarmants. Rien qu'au Salvador, plus de 65 000 personnes ont déjà perdu leur poste, en raison de faillites en cascade. »

Pour José Luis Rocha, « partout, la capacité d'épargne et donc de crédit a diminué, tout comme les *remesas* (envois de fonds des émigrés à leur famille), dont dépend l'équilibre des balances de paiement ». Les taux de croissance économique, déjà au plancher depuis la chute des cours des matières premières exportées, voire négatifs au Nicaragua depuis les révoltes étouffées dans le sang de 2018, plongent littéralement. Parallèlement, on a assisté, poursuit Rocha, à « une exacerbation de l'autoritarisme au sein d'appareils d'État en crise, par le recours à des pouvoirs coercitifs comme mécanisme prioritaire de gouvernance. Avec des variantes selon les pays. Au Honduras et au

Nicaragua, la répression et les exécutions extrajudiciaires sont devenues plus aiguës, ainsi que les activités de dépossession et d'accaparement auxquelles s'adonnent des secteurs du grand capital national et transnational, avec l'appui de l'État, de paramilitaires et d'autres groupes armés (de colons éleveurs de bétail, par exemple). Et ce, le plus souvent au détriment des communautés indigènes dont les territoires (terres, forêts, sous-sols...) suscitent l'intérêt des investisseurs. »

Face à la pandémie, la plupart des pays centro-américains ont adopté, d'après nos trois interlocuteurs, des mesures de confinement relativement fortes. À l'exception notable du Nicaragua du couple présidentiel Ortega-Murillo qui, sans que personne n'ait pu le prévoir, a opté lui, dans un premier temps, « pour une politique de déni (à l'instar des présidents Trump et Bolsonaro), voire même d'encouragement à l'organisation de rassemblements festifs de défiance à l'égard du virus, comme la manifestation *Amor en Tiempos del Covid-19* convoquée par le gouvernement en mars dernier ». Dans un deuxième temps, le déni a fait place à une certaine reconnaissance du problème, mais « dans des proportions extrêmement minimisées – 158 décès covid officiellement comptabilisés à ce jour au Nicaragua, pour plusieurs milliers dans chacun des pays voisins – et sans 'se payer le luxe' (ce sont les mots de la vice-présidente Murillo) de confiner quoi que ce soit, afin de ne pas porter préjudice à l'économie nationale, informelle à 80%... Dès lors, face à l'incurie gouvernementale, une grande partie de la population nicaraguayenne a décidé par elle-même de s'auto-confiner et de respecter les gestes barrières », précisent Rocha et Mora.

Au Salvador, à l'inverse, « le président Bukele n'a pas hésité à recourir très tôt à des mesures fortement restrictives », compare José Luis Rocha. Avec des excès – arrestations massives, abus d'autorité... comme au Guatemala et au Honduras –, mais aussi de meilleurs résultats qu'ailleurs – propagation et mortalité limitées, en dépit de la densité exceptionnelle du pays, égale à celle de la Belgique. « Bukele a ouvert une crise entre les différents pouvoirs de l'État, poursuit Rudis Yilmar Flores. Avec le législatif où il est largement minoritaire, à propos de l'obtention et de la gestion de prêts de la communauté internationale pour faire face à la pandémie. Avec la Cour suprême de justice, à propos du caractère inconstitutionnel du décret publié par l'exécutif, responsable de violations des libertés et des droits humains. »

Pour Sindy Mora, au Costa Rica, « le contexte pandémique a servi l'agenda néolibéral et autoritaire du gouvernement de Carlos Alvarado, pourtant situé au centre-gauche au moment de son élection en 2018. Le président a profité de la crise pour gravir un échelon supplémentaire de son 'Plan fiscal' qui lui avait valu fin 2018 la grève générale la plus importante que le pays ait connue depuis la fin du siècle dernier. Nouvel accord avec le FMI, réductions des dépenses publiques, privatisations d'entreprises de l'État, exonérations des grandes sociétés affectées par la pandémie, augmentation des impôts et enchérissement de la '*canasta básica*' (panier de produits de base)... De fortes contestations ont eu lieu ces dernières semaines, surtout dans les régions périphériques du pays, mais la crise sanitaire y a aussi des effets démobilisateurs. »

... ET ENVENIME LA CRISE MIGRATOIRE

Confinement oblige, la fermeture des frontières de tous les États de la région, ainsi que celle des aéroports internationaux, ont réduit considérablement les flux migratoires. Considérablement et momentanément. Pour mémoire, environ 400 000 Centro-Américains tentent chaque année de passer aux États-Unis (lire <https://www.cetri.be/Pourquoi-les-Salvadoriens-fuient>). « Mon hypothèse, indique José Luis Rocha, spécialiste de la question, est que cette migration a chuté à un tiers de ce qu'elle était avant la pandémie. » Pour autant, « elle ne s'est pas interrompue, reprend Rudis Yilmar Flores. En octobre dernier, une nouvelle caravane d'environ 4000 personnes en provenance du Honduras est entrée au Guatemala, sans protocole covid. Contraint par 'l'accord' d'externalisation des frontières des États-Unis signé avec Trump en 2019, le Guatemala a arrêté ces migrants et procédé à leur déportation. »

Le phénomène des caravanes s'est développé à partir de 2018, avec pour objectif de donner davantage de visibilité et de sécurité aux migrants, à distance des *coyotes* ('passeurs') qui abusent plus facilement de la vulnérabilité de leurs 'clients' quand ils voyagent seuls ou en petits groupes. « Mais Trump s'en est emparé médiatiquement, pour dénoncer ces nouvelles 'tentatives d'invasion massive', autant de 'menaces à la sécurité nationale', par ces 'sales types' issus de 'pays de merde', qui lui avaient tant servi déjà lors de sa campagne électorale précédente », expliquent nos interlocuteurs. Il a d'ailleurs multiplié les mesures anti-migrants (contrôles, restrictions, renvois, mur...) ces dernières années, avant d'obliger successivement le Mexique, le Guatemala, le Honduras et le Salvador à signer, avec chantage économique à la clé, de prétendus 'accords' de sous-traitance de la question migratoire. Résultat,

commente Flores, « le président mexicain López Obrador qui avait annoncé jusque-là un traitement plus humain des migrants, s'est rétracté et a, lui aussi, commencé à réprimer, arrêter ou refouler les Centro-Américains dès la frontière que son pays partage avec le Guatemala. »

En dépit de cela, selon Sindy Mora, « les flux migratoires vont se poursuivre, parce que l'Amérique centrale est un territoire expulseur de sa population, à l'exception du Costa Rica, pays récepteur de centaines de milliers de Nicaraguayens... Les conditions ne s'améliorent pas, elles empirent. Les gens vont continuer à tenter par tous les moyens d'améliorer leur situation. Et cela ne leur paraît possible qu'en dehors de la région. » Pour Rocha, « la migration est multi-causale. Il est illusoire de lui imputer une seule raison, même si une cause spécifique peut servir d'ultime détonateur. Fuir la violence – en particulier celle des *maras* au Salvador – est la plus évidente et explicite. Mais la réunification familiale joue également un grand rôle. » Et pour cause : selon la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU, 82% des migrants du « Triangle Nord » (Guatemala, Honduras, Salvador) ont déjà de la famille à l'extérieur.

« Dans le cas du Honduras et du Nicaragua, ajoute Rocha, la répression gouvernementale et les complicités des forces de l'ordre avec les groupes armés irréguliers ont justifié une quantité de demandes d'asile en nette hausse auprès des cours états-uniennes ces dernières années. Tout comme d'ailleurs à la frontière, où les demandeurs ont été refoulés. Si le Salvador est le pays qui a fait le plus d'efforts pour que la violence ne soit pas un élément propulseur des migrations, les administrations successives y ont opté, avec plus ou moins de détermination, pour une stratégie qui revient à vouloir éteindre un feu avec de l'essence : l'utilisation de l'armée comme principal outil de sécurité citoyenne ! »

Pour Rudis Yilmar Flores, c'est « un ensemble de phénomènes, naturels, politiques et économiques, qui poussent les Centro-Américains à fuir. Les conflits qui déchirèrent la région dans les années 1980, l'impact désastreux des ajustements structurels et des politiques néolibérales qui suivirent, les inégalités, la pauvreté, les discriminations culturelles, la violence mafieuse que font régner les gangs armés, l'emprise croissante du narcotraffic, l'insécurité alimentaire, la dénutrition, les États faillis, les démocraties fantoches, les politiques injustes, l'extrême vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles – éruptions volcaniques, tremblements de terre, ouragans, inondations, glissements de terrains, sécheresses... – exacerbée par les changements climatiques et la dégradation galopante de la biodiversité... L'ensemble a fait perdre l'espoir. Au Guatemala en particulier, où tous ces facteurs s'additionnent plus qu'ailleurs. »

L'HISTOIRE N'EST PAS ÉCRITE

Pour autant, l'Amérique centrale n'est pas vide d'acteurs qui tentent d'inverser ces tendances. Des acteurs sociaux et politiques, porteurs de changement et d'alternatives, théoriques et pratiques (lire <https://www.cetri.be/Etat-des-resistances-dans-le-Sud-4511>). Des organisations, mouvements, partis et intellectuels critiques en lutte pour une démocratisation réelle des sociétés, un accès égalitaire à l'éducation et à la santé, au travail, au logement, à la terre, à la souveraineté alimentaire, à la Justice, dans un modèle de production et de consommation transformé qui respecte l'environnement, qui privilégie le marché interne et la satisfaction des besoins des « majorités minorisées », que sont les peuples indigènes, les femmes, les petits paysans, les travailleurs et travailleuses du secteur informel, etc. Presque partout sur l'isthme centro-américain hélas, les rapports de force restent défavorables. Mais l'histoire n'est pas écrite.